

*Questions orales*

d'État (Petites entreprises) va demander à son collègue, le ministre des Finances, d'augmenter l'aide à la petite entreprise, tel que demandé par le Conseil du patronat du Québec?

[Traduction]

**L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)):** Monsieur le Président, je signalerai au député que la petite entreprise commence à se rendre compte des avantages énormes que présente la TPS du point de vue de l'encaisse. À ce propos, grâce aux crédits pour taxe sur intrants, les entreprises de service et les entreprises de fabrication pourront avoir accès à des sources de liquidités plus rapidement que sous le régime actuel de la taxe sur les ventes des fabricants.

Fait plus important encore, nous aurons un système de comptabilité rationalisé ainsi que des déductions spéciales pour amortissement que nous pourrions investir dans le matériel neuf, et des groupes de travail de Revenu Canada aideront les petites entreprises à tirer avantage de la TPS. Tout cela est très positif. Le secteur de la petite entreprise au Canada commence à s'en rendre compte et à nous accorder son appui.

**M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard):** Monsieur le Président, pour tenir pareil discours, il ne faut pas que le ministre parle souvent avec les gens de la petite entreprise.

[Français]

Monsieur le Président, je désire poser une question supplémentaire. Le Conseil du patronat a aussi dit dans son mémoire que le crédit ponctuel de 1 000\$ est loin de compenser la petite entreprise pour les coûts d'administration qu'elle doit observer lors de l'application de la TPS. Est-ce que le ministre, une fois pour toutes, va écouter la petite entreprise et donner l'aide nécessaire qu'elle a besoin pour faire face à ce cauchemar administratif qu'impose la TPS?

[Traduction]

**L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)):** Monsieur le Président, le ministre des Finances a pris soin d'écouter attentivement ce que les gens de ce secteur avaient à dire sur cette question. En fait, les changements qu'il a apportés au projet de la TPS

font suite à de nouvelles consultations du ministre et du gouvernement.

Mentionnons les 1 000 \$ de frais d'administration. Mentionnons également les changements touchant la déduction pour amortissement. Nous avons en outre rationalisé la comptabilité et prévu un remboursement pour l'industrie de l'hébergement. Nous avons fait un tas de changements.

Certains peuvent sembler insignifiants, mais leur importance pour la petite entreprise est néanmoins considérable. Nous avons donc été à l'écoute de la petite entreprise et nous le resterons.

\* \* \*

**LES PÊCHES**

**M. Francis G. LeBlanc (Cape Breton Highlands—Canso):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Pêches et des Océans, qui dit, tout comme les sociétés de pêche hauturière, que la crise des pêches dans la région de l'Atlantique est attribuable au fait qu'il y a trop de pêcheurs et trop peu de poisson.

Les pêcheurs qui travaillent à bord de chalutiers en haute mer pensent différemment. Lorsque le ministre a rencontré les pêcheurs des chalutiers de la société Produits de la mer National à Canso récemment, ils lui ont fourni des preuves, y compris des photographies, qu'on jette en mer d'importantes quantités de poisson.

Le ministre peut-il dire à la Chambre ce qu'il a fait depuis cette réunion pour enquêter sur cette situation qui peut être dévastatrice?

**L'hon. Bernard Valcourt (ministre des Pêches et des Océans):** Monsieur le Président, dès que j'ai reçu cette information des pêcheurs, j'ai demandé à des fonctionnaires de mon ministère quelle était la situation des stocks de poisson. Le député doit reconnaître qu'il s'agit de savoir si la quantité de poisson est suffisante ou non.

Les opinions à ce sujet diffèrent. J'invite le député à parler aux pêcheurs de South West Nova et de toutes les provinces de l'Atlantique pour vérifier leurs prises. Je pense que cela répondra à sa question.

[Français]

**M. Francis G. LeBlanc (Cape Breton Highlands—Canso):** Monsieur le Président, je ne sais pas si le ministre a compris ma question. Elle concernait les travailleurs sur